

IMPOT SUR LES SOCIETES	2026
NOTICE DU FORMULAIRE N° 2065-SD	
NOUVEAUTÉS	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises (CES)</b></li></ul>	
L'article 48 de la loi de finances pour 2025 instaure une contribution exceptionnelle temporaire sur les bénéfices des grandes sociétés pour les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 1 Md€. Elle s'applique au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025.	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Contribution exceptionnelle pour les grandes entreprises de transport maritime (CTM)</b></li></ul>	
L'article 50 de la loi de finances instaure une contribution exceptionnelle temporaire sur le résultat d'exploitation des grandes entreprises de transport maritime qui ont opté pour le dispositif de la taxation au tonnage (article 209-0 B du CGI) et qui réalisent un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 1 Md€. Elle s'applique au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025.	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Renforcement des obligations déclaratives pour les opérations de réévaluation</b></li></ul>	
L' article 15 de la loi de finances pour 2025 complète l'obligation déclarative, pour les entreprises qui ont opté pour le dispositif prévu à l'article 238 bis JB du CGI, de neutralisation des conséquences fiscales de la première opération de réévaluation (au titre d'un exercice clos entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2022). Les nouvelles dispositions s'appliquent aux exercices clos à compter du 31 décembre 2025. L'article 15 étend l'obligation déclarative à l'écart de réévaluation non encore réintégré au bénéfice de la clôture de l'exercice. Le non-respect de cette obligation déclarative est passible d'une amende égale à 5 % du montant de l'écart de réévaluation non encore réintégré et non déclaré sur l'état de suivi (art. 1763, I-j du CGI).	
Les entreprises doivent joindre, à leur déclaration de résultat, un état comportant les renseignements nécessaires au calcul des amortissements, provisions et plus-values/moins-values relatives aux immobilisations réévaluées. L'état est fourni sur papier libre, conformément au modèle de l'administration (BOI-FORM-000090). <b>L'article 15 étend l'obligation déclarative à l'écart de réévaluation non encore réintégré au bénéfice de la clôture de l'exercice.</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Limitation du report en avant des déficits</b></li></ul>	
Pour rappel, le déficit des sociétés soumises à l'IS est déductible du résultat de l'exercice suivant dans la limite d'un montant de 1 M€, majoré de 50 % de la fraction du bénéfice excédant ce seuil. Les déficits non imputés sont reportables sans limitation de durée et dans les mêmes conditions sur les exercices suivants ( <a href="#">al 3 du I de l'article 209 du CGI</a> ).	
L' article 97 de la loi de finances pour 2025 limite temporairement le report en avant des déficits pour les entreprises dont le déficit constaté au titre de trois exercices consécutifs clos en 2023, 2024 et 2025 excède 2,5 Mds€. Dans cette situation, la part excédant les 2,5 Mds€ du déficit constaté au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025 n'est pas considéré comme une charge déductible des exercices suivants. Dans le cadre d'une intégration fiscale, ce seuil s'apprécie au niveau de chaque société membre du groupe.	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Suramortissement applicables aux poids lourds et véhicules utilitaires légers peu polluants</b></li></ul>	
Les entreprises qui peuvent bénéficier de ce dispositif pourront déduire de leur résultat imposable les coûts supplémentaires, hors frais financiers, liés à l'acquisition d'un véhicule neuf, affecté à leur activité et utilisant de l'électricité ou de l'hydrogène. Cette déduction s'applique aux véhicules acquis à compter du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2030 ( <a href="#">article 77 de la loi de finances pour 2025</a> ). L'article 77 de la loi de finances pour 2025 prévoit que les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent pratiquer une déduction de leur résultat imposable désormais assise sur les coûts supplémentaires, hors frais financiers, liés à l'acquisition des véhicules neufs, affectés à leur activité et utilisant exclusivement l'énergie électrique et l'hydrogène (cf <a href="#">BOI-BIC-BASE-100-20</a> ). Les coûts supplémentaires sont déterminés par différence entre la valeur d'origine de ces véhicules et la valeur d'origine des véhicules de la même catégorie qui utilisent une énergie autre que l'électricité et l'hydrogène. Cette déduction exceptionnelle s'applique aux véhicules acquis, pris ou crédit-bail ou en location avec option d'achat du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2030.	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Suramortissement en faveur du verdissement des équipements des navires</b></li></ul>	
L'article 51 de la loi de finances pour 2025 proroge de trois ans, à compter du 1er janvier 2025, la déduction exceptionnelle prévue à l'article 39 decies C du CGI relative aux investissements réalisés par les entreprises qui acquièrent des équipements permettant aux navires et bateaux de transport de marchandises ou de passagers d'utiliser des énergies propres (cf <a href="#">BOI-BIC-BASE-100-40</a> ).	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Evolution de l'encadrement européen des aides d'État</b></li></ul>	
L'article 77 de la loi de finances pour 2025 actualise les références au règlement de minimis, désormais encadré par le règlement UE/2023/2831 du 13 décembre 2023, applicable du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2030. Ce règlement porte à 300 000 € le plafond d'aides qu'une entreprise peut percevoir sur une période glissante de 3 ans en dispense de notification.	
RAPPELS	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Création du nouveau dispositif France ruralités revitalisation</b></li></ul>	
L'article 73 de la loi de finances pour 2024 instaure à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2024 un nouveau dispositif de zonage dénommé France Ruralités Revitalisation (FRR). Le dispositif comprend un niveau socle (FRR) et un niveau renforcé (FRR « + ») visant des communes nécessitant un soutien particulier. Ce dernier niveau du dispositif est entré en vigueur au 1 <sup>er</sup> janvier 2025. Le dispositif des zones FRR permet aux entreprises commerciales, industrielles, artisanales (au sens de l'article 34 du CGI) ou professionnelles non commerciales (au sens de l'article 92, I du CGI) de bénéficier d'une exonération d'impôt sur les bénéfices (sur le revenu ou sur les sociétés) et d'impôts locaux sur délibération des collectivités (cotisation foncière des entreprises et taxe foncière sur les propriétés bâties) pendant 8 ans :	
- exonération totale d'impôts pendant une période de cinq ans à compter de leur création ou reprise d'activité ou d'entreprise ;	
- puis un abattement dégressif de 75 % la sixième année, 50 % la septième année et 25 % la huitième année.	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Evolution du statut de Jeune Entreprise Innovante (JEI)</b></li></ul>	
L'article 69 de la loi de finances pour 2024 modifie le régime fiscal des Jeunes Entreprises Innovantes (JEI). Il supprime, pour les JEI créées à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2024, l'exonération d'impôt sur les bénéfices qui était jusqu'alors associée à ce statut. Toutefois, les entreprises créées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2024 pourront continuer à bénéficier de l'exonération totale de l'IS sur le premier exercice bénéficiaire faisant suite à l'obtention du statut et de 50 % d'exonérations sur le deuxième exercice bénéficiaire. Les exonérations de cotisations patronales et d'impôts locaux sont quant à elles maintenues.	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Entreprises soumises à la déclaration pays par pays (CbC/DAC4) - nouveau formulaire 2065 INT</b></li></ul>	
Les entreprises françaises soumises au dépôt d'une déclaration pays par pays n°2258-SD, ou faisant partie d'un groupe multinational dont une entité est soumise au dépôt de la déclaration pays par pays, doivent désormais <b>remplir le cadre I du nouveau formulaire n°2065-INT-SD</b> (obligation prévue à l'article 46 quater-0 YE du CGI), à déposer en annexe du formulaire n°2065-SD. Ce nouveau formulaire n°2065-INT-SD comprend également la notification d'appartenance à un groupe situé dans le champ de l'imposition minimale mondiale des groupes.	
OBSERVATIONS	
Le formulaire n° 2065-SD et son annexe 2065 bis-SD sont servis par toutes les sociétés et personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, quel que soit le régime d'imposition (réel normal ou réel simplifié). Une liasse (tableaux n° 2050 à 2059 G pour le réel normal ou 2033 A à G pour le réel simplifié) sera jointe au formulaire. Le recours à l'un ou à l'autre de ces régimes est matérialisé par une mention portée au niveau de l'en tête du formulaire. Elle est accompagnée des documents annexes visés dans la présente notice ou dans la notice n° 2032-NOT-SD ou 2033-NOT-SD. <b>Elle est obligatoirement soustraite par voie électronique (CGI art. 1649 quater B quater).</b>	
RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION - Cadre C	
<b>Cadre Résultat fiscal</b> Le résultat fiscal doit être ventilé en fonction des différents taux applicables à l'entreprise ( <a href="#">BOI-IS-LIQ</a> ). Le bénéfice du taux réduit d'impôt sur les sociétés de 15 % pour les petites et moyennes entreprises, prévu au b du I de l'article 219 du CGI, est notamment conditionné à une limite de chiffre d'affaires. Pour la société mère d'un groupe fiscal, le chiffre d'affaires est apprécié en faisant la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe. Le résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés est distingué en cas d'option pour le régime prévu à <a href="#">l'article 238 du CGI</a> ( <a href="#">BOI-BIC-BASE-110</a> et <a href="#">BOI-IS-GPE-20-20-120</a> ).	
<b>Cadre Plus-values</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Plus-value à long terme imposables au taux de 15 % :</b></li></ul>	

<p>La case plus-values à long terme imposables à 15 % contient le montant imposable des plus-values à long terme, après les éventuelles imputations des moins-values à long terme ou des déficits.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Plus-values à long terme imposables au taux de 19 % :</b>  Il s'agit notamment du montant net des plus et moins-values à long terme afférentes à des titres de sociétés à prépondérance immobilière cotées ( <a href="#">art. 219 I a du CGI</a>). </li> <li> <b>Autres plus-values imposables au taux de 19 % :</b>  Il s'agit notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>* des plus-values réalisées en cas de cession de locaux professionnels ou de terrains à bâtir, situés dans certaines zones géographiques, sous condition de transformation en logements ou de construction de logements, lorsque ces cessions sont réalisées au profit d'une personne morale, indépendamment de son statut juridique et fiscal. L'amende prévue à l'article 1764 du CGI sanctionnant le non-respect de l'engagement de construction de logements par le cessionnaire est égale au montant de l'économie d'impôt réalisée par le cédant en application de l'article 210 F du CGI. Cette modalité de calcul de l'amende s'applique à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2021.</li> <li>* des plus-values latentes imposées lors de la transformation d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés en société de placement à prépondérance immobilière à capital variable (<a href="#">art. 219 IV alinéa 2</a> et <a href="#">208-3° nonies du CGI</a>).</li> <li>* des plus-values latentes imposées lors de l'option d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés pour le régime des sociétés d'investissements immobiliers cotées (<a href="#">article 208 C du CGI</a>).</li> </ul> </li> <li> <b>Plus-values à long terme imposables au taux de 0% :</b>  Il s'agit des plus-values à long terme réalisées sur les titres de participation (<a href="#">art. 219 I a quinques du CGI</a>). </li> <li> <b>Plus-values exonérées <a href="#">art. 238 quindecies du CGI</a> :</b>  Il s'agit du montant des plus-values exonérées à l'occasion de la cession d'une branche complète d'activité dans les conditions prévues à l'<a href="#">article 238 quindecies du CGI</a>. </li> </ul>
<p><b>Cadre Abatements et exonérations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Option pour le crédit d'impôt outre-mer prévu à l'article 244 quater W du CGI</b>  Les entreprises qui entendent bénéficier du crédit d'impôt outre-mer dans le secteur productif doivent formaliser leur option sur la déclaration de résultat N° 2065-SD (cf. BOI-BIC-RICI-10-160-10). </li> <li> <b>Bénéfice ou déficit exonéré</b>  Les entreprises doivent mentionner le montant des exonérations et abatements pratiqués dans le cadre des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches. Le total de ces sommes est égal aux sommes mentionnées au tableau n° 2058-A-SD, ligne XF et ventilées obligatoirement dans les cases K9, L2, L5, HT, K3, OV, 1F, XC, PP, PA et PB et PC ou au tableau n° 2033-B-SD, ligne 342.  Pour bénéficier des exonérations ou abatements, les entreprises doivent joindre à leur formulaire les états mentionnés sur la notice n° 2032-NOT-SD (réel) ou n° 2033-NOT-SD (RSI). Les éléments rappelés dans la rubrique C3 ne doivent pas être retranchés des résultats figurant dans les rubriques C1 et C2, ces opérations ayant déjà été effectuées dans les tableaux n° 2058-A-SD ou 2033-B-SD. </li> </ul>
<p><b>CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE SUR LES GRANDES ENTREPRISES - Cadre F</b></p> <p>La contribution est assise sur l'IS calculé sur l'ensemble des résultats imposables aux taux prévus à l'article 219 du CGI (cf. article 48 de la loi de finances pour 2025 ; BOI-IS-AUT-60). Elle concerne les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 1 Md€ et s'applique au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025.</p> <p>La base d'imposition de la contribution exceptionnelle est égale à la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice d'imposition et de l'exercice précédent calculé sur l'ensemble des résultats imposables avant imputation des réductions et crédits d'impôt.</p> <p>Le chiffre d'affaires à retenir, pour l'appréciation du seuil, s'entend du montant hors taxes de l'ensemble des produits qui se rapporte à l'exploitation normale et courante de l'activité de l'entreprise.</p> <p>Le taux de la contribution est déterminé en fonction du chiffre d'affaires et contient un dispositif de lissage, déterminé selon les conditions prévues au B de l'article 48 de la loi de finances pour 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les redevables dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1 Md€ et inférieur à 1,1 Md€, le taux de 20,6 % est multiplié par le rapport entre : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ au numérateur, la différence entre le plus élevé des chiffres d'affaires réalisés entre l'exercice d'imposition et l'exercice précédent), et 1 Md€ ;</li> <li>◦ au dénominateur, 100 M€ ;</li> </ul> </li> <li>• pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 1,1 Md€ et inférieur à 3 Mds€, le taux de la contribution est de 20,6 % ;</li> <li>• pour les redevables dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 3 Mds€ et inférieur à 3,1 Mds€, le taux applicable (T) est déterminé à partir du plus élevé des deux chiffres d'affaires exprimé en milliards d'euros (CA), du taux de 20,6 % (T1) et du taux de 41,2 % (T2), au moyen de la formule suivante : <math>T = T1 + (T2 - T1) \times (CA - 3 \text{ Mds€}) / 100 \text{ M€}</math>.</li> </ul> <p>La contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises correspond à 41,2 % de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice pour les redevables dont le chiffre d'affaires est supérieur à 3,1 Mds€.</p>
<p><b>CONTRIBUTION SUR LES GRANDES ENTREPRISES DE TRANSPORT MARITIME- Cadre I</b></p> <p>Cette contribution concerne les grandes entreprises de transport maritime qui ont opté pour le dispositif de la taxation au tonnage (article 209-0 B du CGI) et qui réalisent un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 1 milliards d'euros au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2025, ramené le cas échéant à 12 mois ;</p> <p>La base d'imposition de la contribution exceptionnelle est égale à la moyenne des résultats d'exploitation réalisés au titre de l'exercice d'imposition et de l'exercice précédent pour la part correspondant aux opérations en raison desquelles l'option pour la taxation au tonnage prévue à l' article 209-0 B du CGI a été exercée.</p> <p>Le taux de la contribution est de 12 %. Comme la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grands entreprises, elle ne peut être acquittée à l'aide de réduction d'impôt ou de crédit d'impôt. Cette contribution n'est pas déductible du résultat fiscal.</p>
<p><b>IMPUTATIONS - Cadre D</b></p> <p>Vous pouvez vous reporter utilement à la notice du formulaire n° 2572-SD en vigueur au moment de l'utilisation de ce formulaire, disponible sur le site <a href="http://www.impots.gouv.fr">www.impots.gouv.fr</a>.</p> <p><u>Pour bénéficier d'imputations au titre de revenus mobiliers de source française ou étrangère</u>, joindre au relevé de solde d'impôt sur les sociétés les certificats établis par le comptable public attestant du montant de l'impôt déjà versé ou afférents aux primes de remboursement.</p> <p><u>Pour bénéficier d'imputations au titre de revenus auxquels sont attachés, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un État étranger</u>, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet état, joindre au relevé de solde d'impôt sur les sociétés les formulaires n° 2066-SD et mentionner le total figurant au cadre VII de ces formulaires.</p>
<p><b>CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (<a href="#">art. 234 nonies</a> à <a href="#">234 quindecies du CGI</a>) - Cadre E</b></p> <p>Elle s'applique aux revenus retirés de la location des locaux situés dans les immeubles achevés depuis quinze ans au moins, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition.</p> <p>Il convient de se reporter à la notice 2032-NOT-SD (réel normal) ou 2033-NOT-SD (réel simplifié d'imposition) pour de plus amples renseignements.</p> <p>Le montant figurant au cadre E du présent formulaire devra être reporté sur le relevé d'acompte n° 2571-SD et sur le relevé de solde n° 2572-SD. Cette contribution est autoliquidée suivant les règles de l'impôt sur les sociétés.</p>
<p><b>RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS - Cadre G</b></p> <p>(1) Il s'agit notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* des intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales dont le paiement donne lieu à l'établissement d'un relevé de coupons;</li> <li>* des produits des parts sociales dans les sociétés à responsabilité limitée et des dividendes payés aux commanditaires dans les sociétés en commandite simple.</li> </ul>

Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés créées de fait et les sociétés en participation qui ont opté pour leur assujettissement à l'impôt par prélèvement sur les bénéfices des exercices clos avant que l'option ou la transformation ait pris effet (ou sur des réserves constituées au moyen de ces bénéfices) et qui ont supporté l'impôt sur le revenu, au nom des associés, commandités ou participants.

(2) Il convient de porter dans ce cadre le montant des sommes versées ou avantages alloués au titre de ces distributions au cours de l'exercice.

(3) Ces distributions comprennent essentiellement:

\* les rémunérations allouées aux administrateurs et non déductibles pour le calcul du bénéfice;

\* les distributions ne résultant pas de décisions régulières des organes compétents de la société, notamment: intérêts excédentaires des comptes courants d'associés, dons et subventions non admis dans les charges, dépenses de caractère somptuaire, rémunérations excessives ou non déclarées, exclues des charges déductibles.

**Le détail de ces distributions est à préciser par nature sur les lignes e à h.**

(4) Il s'agit des revenus distribués par des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ou soumises sur option à cet impôt et résultant de décisions régulières des organes compétents (2° du 3 de l'article 158 du CGI).

(5) La société fournit par ailleurs les formulaires individuels visés aux [articles 242 ter du CGI](#) et [49 H de l'annexe III au même code](#).

#### **RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS - Cadre H**

Ce cadre concerne les sociétés à responsabilité limitée (SARL) n'ayant pas opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes, les sociétés à responsabilité limitée à associé unique (EURL) passibles de l'impôt sur les sociétés de droit ou sur option, les sociétés en commandite par actions (SCA) et les sociétés de personnes, sociétés en nom collectif (SNC), sociétés en commandite simple (SCS), sociétés créées de fait et sociétés en participation (SEP) ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de capitaux. S'il est insuffisant, joindre à la présente déclaration un état du même modèle.

#### **CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION - Cadre J**

##### **• RÉMUNÉRATIONS**

(a) Le montant à mentionner dans cette case correspond au montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur les DSN montant total des bases brutes fiscales. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés.

(b) Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages

##### **• MOINS-VALUES A LONG TERME (MVLТ)**

Il s'agit des moins-values taxées au taux de 0 %, 15 % et 19 %.

Pour obtenir plus d'explications, consulter la notice n° 2033-NOT-SD, Tableau n° 2033-C-SD, Cadre III.

#### **NOUVELLE OBLIGATION DÉCLARATIVE DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES DE DONS – CADRE K**

L'article 19 de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République instaure une obligation pour les organismes bénéficiaires de dons. Les organismes qui perçoivent des dons et délivrent des reçus fiscaux à leurs donateurs doivent déclarer annuellement le montant cumulé des dons et versements ainsi que le nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice (article 222 bis du CGI). Cette nouvelle obligation est applicable aux documents délivrés aux dons et versements reçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ou au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.